

LE TEMPS

CRISE ABONNÉ

«En Suisse romande, on glisse très rapidement dans la précarité»

Face à la hausse des charges annoncée pour cet automne, de nombreux ménages risquent de ne plus réussir à joindre les deux bouts. Les centres sociaux protestants romands implorent les cantons et la Confédération d'agir



A Genève, des personnes font la queue pour recevoir un colis alimentaire en pleine pandémie. — © Martial Trezzini / keystone-sda.ch



Sylvia Revello

Publié jeudi 15 septembre 2022 à 17:21
Modifié jeudi 15 septembre 2022 à 17:51

Inflation, flambée des prix de l'électricité et du gaz ou encore hausse attendue des primes d'assurance maladie: tout juste sorties de la pandémie, les familles sont confrontées à de nouvelles charges. De quoi faire plonger dans la précarité les ménages les plus fragiles, ceux qui gagnent juste assez pour vivre mais ne peuvent pas faire face à une dépense inattendue. Ils sont entre 20 et 25% en Suisse. Une situation préoccupante aux yeux des centres sociaux protestants (CSP) romands qui, confrontés à des sollicitations grandissantes, somment les autorités d'agir.

La descente aux enfers, Eva* l'a connue ces dernières années. «On glisse très rapidement dans la précarité. Pour s'en sortir ensuite, c'est beaucoup plus long», témoigne cette Genevoise, mère célibataire de trois jeunes adultes. Pour elle, les difficultés financières ont commencé au moment de sa séparation. «J'ai dû assumer les dettes du ménage, puis mon ex-mari a eu un AVC et n'a plus réussi à payer ses pensions», raconte Eva. S'ensuit un mobbing professionnel qui conduit à une baisse de son taux d'activité et donc de revenus. Le jour de ses 18 ans, l'un de ses fils est déscolarisé. Les allocations sont coupées du jour au lendemain. C'est le coup de grâce. «Grâce aux colis du cœur et à l'aide de plusieurs associations qui m'ont aidée à établir un plan de désendettement, je sors petit à petit la tête hors de l'eau mais le contexte actuel m'inquiète», souffle-t-elle.

Lire aussi: [Un hashtag pour montrer les visages de la pauvreté en Allemagne](#)

Une politique familiale «insuffisante»

Des exemples comme celui d'Eva, Caroline Regamey, responsable de l'action sociale au CSP Vaud, en rencontre tous les jours. En 2021, l'antenne vaudoise a reçu 21 000 sollicitations et effectué 13 000 consultations sociales et juridiques. «La liste d'attente est longue, on ne peut pas répondre à toutes les demandes», déplore Caroline Regamey. Au sein des différentes sections romandes, un même constat: la politique familiale en Suisse est «insuffisante», voire «sous-développée». «A cause de ce manque, les familles sont tributaires des multiples dispositifs complexes qui diffèrent parfois grandement selon les cantons», souligne Alain Bolle, directeur du CSP Genève.

Lire aussi: [Entre débrouillardise et sacrifices, le visage de la précarité en Suisse](#)

Parmi les failles identifiées: de nouvelles formes familiales qui peinent à être reconnues, un système de garde saturé, des enfants qui restent au domicile de plus en plus longtemps, mais aussi des moments clés, comme une séparation ou le passage à la majorité d'un enfant, qui peuvent constituer un écueil financier important. Les familles modestes sont par ailleurs plus ou moins bien loties en fonction des cantons: seuls Genève, Vaud, Neuchâtel et Fribourg ont par exemple développé des prestations complémentaires.

«Parfois il s'agit juste de payer une facture»

Face à l'urgence, les CSP demandent des actions concrètes: l'adaptation des subsides d'assurance maladie à la hausse des primes, l'indexation des forfaits d'entretien à l'évolution du coût de la vie, mais aussi la simplification de l'accès aux prestations complémentaires pour les familles. La classe moyenne inférieure qui n'atteint pas les barèmes de l'aide sociale devrait recevoir une aide d'urgence. Combien? Jusqu'à quand? Aucun montant n'est articulé. «Parfois il s'agit juste de payer une facture qui permet d'éviter la dégringolade», souligne Alain Bolle. Qui doit agir? «Dans l'immédiat, les parlements cantonaux ont la capacité de se mobiliser plus rapidement, mais à terme il faut une vraie politique sociale familiale au niveau fédéral.»

A lire encore: [Hugo Fasel: «Habituellement les gens se cachent et là, on voit quelles réalités vivent de nombreuses familles en Suisse»](#)

D'autant que le pire reste peut-être à venir. «Les gens ont tendance à attendre avant de demander de l'aide, témoigne Pierre Amman, directeur du CSP Berne-Jura. Ils comptent d'abord sur le système D, les petits crédits, les emprunts à des proches. Lorsqu'ils s'adressent à nous, il est parfois trop tard.»

*Prénom d'emprunt